

Ce que n'ont pas compris les responsables de ces modifications maladroites - dont les effets malencontreux se font encore sentir - c'est qu'ils ne pouvaient pas apporter aux changements qu'ils effectuaient l'examen approfondi qu'avaient fait les auteurs du texte primitif. Ils n'ont pas tenu compte non plus d'un facteur que ces derniers n'avaient pas oublié, savoir, l'importance que des lois de ce genre soient bien lisibles. Je veux dire par là que les dispositions en soient facilement compréhensible par ceux auxquels on les lit à haute voix. Cela s'avère particulièrement souhaitable pour les définitions de crimes qu'on doit lire aux jurés. Pour être bien lisibles, il faut que les phrases soient courtes et ne soient pas encombrées d'incidentes et d'énumération<sup>409</sup>.

En guise de conclusion, nous aimerions citer le commentaire que faisait le procureur-général de Grande-Bretagne, John Holker, à la Chambre des communes en 1879 :

[Traduction] Si nous ne faisons rien de plus que de rendre le droit pénal évident, simple, et facile à comprendre, nous n'accomplirons peut-être rien d'héroïque, mais nous aurons, je crois, rendu un grand service à la communauté; car il est souhaitable que le droit, particulièrement le droit pénal, soit certain et intelligible pour le peuple, afin que celui-ci puisse comprendre quels actes sont licites et quels actes sont interdits, et quels actes s'ils sont commis par lui, le rendent passible de peine<sup>410</sup>.

Il reste à souhaiter que l'idée de recodifier le droit pénal canadien ne connaisse pas le même sort que le projet anglais de 1879.

## Notes de fin de document

- <sup>1</sup> André Jodouin, « La légitimité des sources du droit pénal (réflexions d'un agnostique sur les certitudes fondamentales du droit répressif) », à paraître dans *Les certitudes du droit*, Thémis; disponible sur internet, <http://www.crdp.umontreal.ca/fr/conferences>.
- <sup>2</sup> Jean-Pierre Boyer, *Histoire de la justice en France*, 2<sup>e</sup> éd., (Paris: PUF, 1996), à la page 190.
- <sup>3</sup> Jean-Louis Halperin, *L'impossible Code civil*, (Paris: PUF, 1992), à la page 182.
- <sup>4</sup> Boyer, *précité* note 2 aux pages 61-63.
- <sup>5</sup> Yves-Louis Hufteu, *Le référé législatif et les pouvoirs du juge dans le silence de la loi*, (Paris: PUF, 1965), aux pages 14-16.
- <sup>6</sup> Jean-Louis Halperin, *Le Tribunal de Cassation et les pouvoirs sous la Révolution (1790-1799)*, (Paris: LGDJ, 1987), aux pages 256-261; Hufteu, *précité* note 5 aux pages 78-89.
- <sup>7</sup> Hufteu, *précité* note 5 aux pages 131-133.

- <sup>8</sup> Halperin, *précité* note 3 aux pages 12-15.
- <sup>9</sup> *Ibid.*, aux pages 252 et 267.
- <sup>10</sup> A. Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, 15 vol., (Paris: Au dépôt, 1827- 1832); Jean-Guillaume Locré de Roissy, *La législation civile, commerciale et criminelle de la France*, (Paris: Truettel et Wurtz, 1827-1832), 31 vol.
- <sup>11</sup> Jean-Marie Augustin, « Les premières années d'interprétation du Code civil français (1804-1837) », dans Pierre-André Côté (dir.), *Le nouveau code civil, interprétation et application - Journées Maximilien Caron 1992*, (Montréal: Éditions Thémis, 1993), à la page 32.
- <sup>12</sup> Adhémar Esmein, « L'originalité du Code civil », dans *Le Code civil, 1804-1904, Livre du Centenaire*, (Paris: Rousseau, 1904), à la page 5.
- <sup>13</sup> Halperin, *précité* note 6, aux pages 71-73; Hufteu, *précité* note 5, aux pages 40-42.
- <sup>14</sup> Jean-Louis Halperin, « Le Tribunal de Cassation et la naissance de la jurisprudence moderne », dans Robert Badminter (dir.), *Une autre justice, Contributions à l'histoire de la justice sous la Révolution française*, (Paris: Fayard, 1989), à la page 225.
- <sup>15</sup> Marie-Claire Belleau, « Pouvoir judiciaire et codification: perspective historique » (1997-98) 28 R.D.U.S. 67 aux pages 81-85 et 115.
- <sup>16</sup> Jean-Louis Halperin, *Histoire du droit privé français depuis 1804*, (Paris: PUF, 1996), à la page 57.
- <sup>17</sup> François Ewald, (dir.) *Naissance du Droit Civil*, (Paris, Flammarion, 1989), à la page 35.
- <sup>18</sup> Voir à ce sujet Belleau, *précité* note 15.
- <sup>19</sup> Hufteu, *précité* note 5 aux pages 131-133.
- <sup>20</sup> L.R.Q., c. I-16.
- <sup>21</sup> Ewald, *précité* note 17 à la page 47.
- <sup>22</sup> Marie-Claire Belleau, « The *Junistes Inquiets*: Legal Classism and Criticism in Early Twentieth Century France », [1997] *Utah Law Review* 379; Halperin, *précité* note 16; Daniel Jutras, « Louis and the Mechanical Beast or Josserand's Contribution to Objective Liability in France » dans Kenneth D. Cooper-Stevenson and Elaine Gibson (éd.) *Tort Theory*, (North York: Cactus Press, 1993), à la page 315.
- <sup>23</sup> Pierre Lascoumes, Pierrette Poncella et Pierre Lenoel, *Au nom de l'ordre, Une histoire politique du code pénal*, (Paris: Hachette, 1989) aux pages 248-261.
- <sup>24</sup> *Ibid.*, à la page 208; François Tulkens « Les principes du code pénal de Bentham » dans Phillippe Gérard, François Ost et Michel Van de Kerchove (dir.) *L'actualité de la pensée juridique de Jeremy Bentham*, (Bruxelles: Publications des Facultés universitaires de St. Louis, 1987), à la page 615.
- <sup>25</sup> Locré, *précité* note 10, t. 29, à la page 423.

- <sup>26</sup> Ewald, *précité* note 17, à la page 45.
- <sup>27</sup> Cité par Lascousmes *et al.*, à la page 226.
- <sup>28</sup> Loqué, *précité* note 10, t. 29, à la page 2.
- <sup>29</sup> *Ibid.*, t. 29-31.
- <sup>30</sup> *Ibid.*, t. 29, à la page 423.
- <sup>31</sup> *Ibid.*, t. 30, à la page 278.
- <sup>32</sup> *Ibid.*, t. 31, à la page 170.
- <sup>33</sup> *Ibid.*, à la page 176.
- <sup>34</sup> *Ibid.*, à la page 276.
- <sup>35</sup> *Ibid.*, t. 29, à la page 216 (Dhaubersart); t. 31, à la page 145 (Faure), 274 (Nougarède).
- <sup>36</sup> *Ibid.*, t. 30, p. 524; t. 29, à la page 281-282 (Riboud).
- <sup>37</sup> *Ibid.*, t. 31, p. 272 (Nougarède).
- <sup>38</sup> Lascousmes *et al.* *précité* note 23, aux pages 114, 236, 241, 245-247, 273.
- <sup>39</sup> Loqué, *précité* note 10 t. 29, à la page 428 (Berlier).
- <sup>40</sup> Roger Merle et André Vitu, *Traité de droit criminel, 7e éd.*, (Paris: Cujas, 1997), n° 156, à la page 230-231.
- <sup>41</sup> *Ibid.*, n° 154, aux pages 233-234.
- <sup>42</sup> Art. 7 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.
- <sup>43</sup> Marc Ribeiro, « Le problème constitutionnel de l'imprécision des lois », (1998) 32 R.J.T. 663.
- <sup>44</sup> *R. v. Nova Scotia Pharmaceutical Ltd*, [1992] 2 R.C.S. 606, 642-643, (j. Gonthier).
- <sup>45</sup> *Ibid.*, à la page 638.
- <sup>46</sup> *Ibid.*, à la page 639.
- <sup>47</sup> *Ibid.*, à la page 643.
- <sup>48</sup> Ribeiro, *précité* note 43 aux pages 742-743.
- <sup>49</sup> *R v. Nova Scotia Pharmaceuticals*, *précité* note 44, à la page 641.
- <sup>50</sup> *Ibid.*; voir également *Ontario c. Canadien Pacifique Itée*, [1995] 2 R.C.S. 1031; *Winko v. B.C.(Forensic Psychiatric Institute*, C.S.C. n° 2586, le 17 juin 1999); Ribeiro *précité* note 43 à la page 715.
- <sup>51</sup> L.R.C. (1985), c. C-46.

- <sup>52</sup> *R. c. Morales*, [1992] 3 R.C.S. 711, 732.
- <sup>53</sup> *Ibid.*, à la page 755.
- <sup>54</sup> Gaston Stefani, Georges Levasseur et Bernard Bouloc, *Droit pénal général*, 13<sup>e</sup> éd., (Paris: Dalloz, 1987), n<sup>os</sup> 211-239, aux pages 260-289.
- <sup>55</sup> Merle et Vitu, *précité* note 40 n<sup>os</sup> 577-606, aux pages 727-761.
- <sup>56</sup> *Ibid.*, n<sup>os</sup> 466-470 aux pages 588-594.
- <sup>57</sup> *Perka c. La Reine*, [1984] 2 R.C.S. 232.
- <sup>58</sup> Merle et Vitu *précité*, n<sup>os</sup> 476 et 478, aux pages 600 et 603; Stefani *et al.*, *précité* note 54 n<sup>o</sup> 360, à la page 402.
- <sup>59</sup> *Juris-classeur pénal*, 2, art. 222-22.
- <sup>60</sup> Art. 265 du *Code criminel*, L.R.C. (1985), c. C-46.
- <sup>61</sup> *R. c. Jobidon*, [1991] 2 R.C.S. 714.
- <sup>62</sup> Art. 265 (3) C.cr.; *R. c. Cuernier*, [1998] 2 R.C.S. 371.
- <sup>63</sup> A. H. Manchester, *Modern Legal History*, (London: Butterworths, 1980), à la page 42.
- <sup>64</sup> Courtnay Ilbert, *Legislative Methods and Forms*, (Oxford: Clarendon Press, 1901), aux pages 24 et s., 111 et s.
- <sup>65</sup> *An Act for Shortening the Language used in Acts of Parliament*, 1850 (R.-U.), 13-14 Vict., c. 21
- <sup>66</sup> Étienne Dumont, (éd.), *Jeremy Bentham - Oeuvres*, 4 t., Scientia Verlag Aalen, 1969, réimpression de l'édition de Bruxelles de 1829, vol. 1 à la page 369.
- <sup>67</sup> « the cumbrous, prolix, inartificial, and bewildering phraseology of our statutes » : A.E. Cockburn, « Copy of Letter from the LORD CHIEF JUSTICE OF ENGLAND, dated the 12<sup>th</sup> day of June 1879, containing Comments and Suggestions in relation to the CRIMINAL CODE (INDICTABLE OFFENCES) BILL », *British Parliamentary Papers*, 1878-79, LIX à la page 232; Ilbert, *précité* note 64 à la page 78.
- <sup>68</sup> Manchester *précité* note 63 à la page 34.
- <sup>69</sup> *Bank of England c. Vagliano Brothers*, [1891] A.C. 107, 139.
- <sup>70</sup> John Bowring (éd.), *The Works of Jeremy Betham*, 10 vol. ( New York: Russel, 1961 ), réimpression de l'édition de 1838-1843, vol. 5, à la page 235.
- <sup>71</sup> *Ibid.*, vol. 4 à la page 315.
- <sup>72</sup> Philip Schofield, « Jeremy Bentham and Nineteenth-Century English Jurisprudence », (1991) 12 *Journal of Legal History* 58.

- <sup>73</sup> Bowring, *précité* note 70, vol 3, à la page 155; Ilbert *précité* note 64 à la page 322; Manchester, *précité* note 63 à la page 39.
- <sup>74</sup> Dumont, *précité* note 66, vol. 1 à la page 1.
- <sup>75</sup> Gaston Braive, « Jeremy Bentham (1748-1832). L'homme et l'oeuvre, accompagné d'un essai de bibliographie », dans Phillippe Gérard, François Ost et Michel Van De Kerchove (dir.), *L'actualité de la pensée juridique de Jeremy Bentham*, (Bruxelles: Publications des Facultés universitaires Saint-Louis, 1987), à la page 11.
- <sup>76</sup> Dumont, *précité* note 66 vol. 1, à la page 366.
- <sup>77</sup> *Ibid.*, à la page 370.
- <sup>78</sup> Bowring, *précité* note 70 vol. 3, aux pages 209-210.
- <sup>79</sup> *Ibid.*, vol. 1 à la page 152.
- <sup>80</sup> *Ibid.*, vol. 4 à la page 313.
- <sup>81</sup> H.L.A. Hart (éd.), *On Laws in General*, (London: Athlone Press, 1970), aux pages 158-167, 235-241.
- <sup>82</sup> Bowring, *précité* note 70 vol. 9 aux pages 504-505; Gerald J. Postema, *Bentham and the Common Law Tradition*, (Oxford Clarendon Press, 1986), aux pages 434-439.
- <sup>83</sup> Bowring, *précité* note 70, vol. 4, p. 454-455, 503, 514-515, 539.
- <sup>84</sup> *Ibid.*, aux pages 500 et 543.
- <sup>85</sup> *Ibid.*, aux pages 515 et 543-544.
- <sup>86</sup> François Ost, « Codification et temporalité dans la pensée de J. Betham », dans Phillippe Gérard, François Ost et Michel Van De Kerchove (dir.), *précité* note 75, aux pages 186-187, 191; Postema, *précité* note 82 aux pages 450-451.
- <sup>87</sup> Bowring, *précité* note 70, vol 4 aux pages 482-483, 490; Michael Lobban, *The Common Law and English Jurisprudence 1760-1850*, (Oxford: Clarendon Press, 1991), à la page 149.
- <sup>88</sup> Bowring, *précité* note 70, vol. 4 à la page 554.
- <sup>89</sup> Postema, *précité* note 82 aux pages 421-439; Crimmins « The Common Law and Benthamic Praxis » (1990) 3 C.J.L.J. 145.
- <sup>90</sup> Lobban, *précité* note 87 aux pages 182-183; Ost, *précité* note 75 aux pages 206 et s.
- <sup>91</sup> Lobban, *précité* note 87 aux pages 188-197.
- <sup>92</sup> Postema, *précité* note 82, à la page 290.
- <sup>93</sup> Desmond H. Brown, *The Genesis of the Canadian Criminal Code of 1892*, (Toronto: Osgoode Society, 1989), aux pages 14-22.

- <sup>94</sup> *Irish University Press Series of British Parliamentary Papers, Legal Administration, Criminal Law*, vol. 5, Shannon, Ireland, 1971, à la page 184.
- <sup>95</sup> *Copies of the Lord Chancellor's Letters to the Judges, and their Answers, respecting the Criminal Law Bills of Last Session, British Parliamentary Papers*, 1854, LIII, à la page 303.
- <sup>96</sup> *Ibid.*, aux pages 5-6.
- <sup>97</sup> *Ibid.*, aux pages 9-11 (j. Alderson), 13 (j. Coleridge), 18 (j. Maule), 19 (j. Wightman), 21 (j. Creswell), 28 (j. Williams), 37 (j. Talfourd), 39 (j. Martin).
- <sup>98</sup> *Ibid.*, aux pages 6 (le juge en chef Pollock), 8 (j. Parke), 9 (j. Alderson), 12 (j. Coleridge), 19-20 (J. Wightman), 23 (j. Erle), 28 (j. Williams et j. Platt), 37 (j. Talfourd), 39 (j. Martin) et 43-44 (j. Crompton).
- <sup>99</sup> *Ibid.*, aux pages 12 (j. Coleridge), 19 (j. Wightman).
- <sup>100</sup> *Ibid.*, aux pages 6 (le juge en chef Pollock), 7 (j. Parke), 12 (j. Coleridge), 38 (j. Martin).
- <sup>101</sup> « new combinations of circumstances, arising from time to time »; *Ibid.*, aux pages 43 (j. Crompton), 7 (j. Parke), 9 (j. Alderson), p. 31, 33 et 37 (j. Talfourd).
- <sup>102</sup> *Ibid.*, aux pages 31 (j. Talfourd), 38 (j. Martin) et p. 43 (j. Crompton).
- <sup>103</sup> *Ibid.*, aux pages 11-13 et 38 (j. Martin).
- <sup>104</sup> Manchester, précité note 63 à la page 22.
- <sup>105</sup> Sanford H. Kadish, « Codifiers of the Criminal Law: Wesley's Predecessors », (1978) 78 Colum. L.R. 1099, aux pages 1112-1113.
- <sup>106</sup> Martin L. Friedland, *A Century of Criminal Justice*, (Toronto: Carswell, 1984), à la page 1.
- <sup>107</sup> *Irish University Press Series* précité note 94, vol. 6, aux pages 144-145.
- <sup>108</sup> *Ibid.*, à la page 153.
- <sup>109</sup> *Ibid.*, aux pages 172-174.
- <sup>110</sup> James Fitzjames Stephen, *A Digest of the Criminal Law*, (London: Macmillan and Co., 1877), aux pages xix-xx et xxix.
- <sup>111</sup> Brown, précité note 93 aux pages 27-29.
- <sup>112</sup> *Irish University Press Series* précité note 94 vol. 6, aux pages 381-382.
- <sup>113</sup> *Ibid.*, à la page 394.
- <sup>114</sup> *Ibid.*, à la page 369.
- <sup>115</sup> *Ibid.*, aux pages 374-376.
- <sup>116</sup> *Ibid.*, à la page 376.

- <sup>117</sup> *Ibid.*, aux pages 378-379.
- <sup>118</sup> *Ibid.*, aux pages 378-379 et 386-387.
- <sup>119</sup> *Ibid.*, aux pages 411-412.
- <sup>120</sup> Friedland, *précité* note 106 aux pages 18-20.
- <sup>121</sup> A. E. Cockburn, « Copy of letter from the LORD CHIEF JUSTICE OF ENGLAND, dated the 12<sup>th</sup> of June 1879, containing comments and suggestions in relation to the CRIMINAL CODE (INDICTABLE OFFENCES) BILL », *British Parliamentary Papers*, 1878-79, LIX, à la page 232; A. E. Cockburn, « Chief Justice Cockburn's second letter on the Criminal Code », (1880) 15 *Law Journal*, aux pages 184 et 202; Stephen White, « Lord Chief Justice Cockburn's Letters on the Criminal Code Bill of 1879 » [1990] *Crim. L. R.* 315.
- <sup>122</sup> Cockburn 1878-1879, *précité* note 121 aux pages 1-2.
- <sup>123</sup> Cockburn 1880, *précité* note 121 aux pages 185-188, 203, 205-206.
- <sup>124</sup> Cockburn 1878-1879 *précité* note 121 aux pages 6 et 8-10.
- <sup>125</sup> *Ibid.*, à la page 14.
- <sup>126</sup> *Hansard's Parliamentary Debates*, 3<sup>rd</sup> series, 1879, April 3<sup>rd</sup>, col. 324-328; May 5<sup>th</sup>, col. 1751.
- <sup>127</sup> *Ibid.*, col. 326.
- <sup>128</sup> *Ibid.*, col. 326; col. 1766.
- <sup>129</sup> *Ibid.*, col. 325, 333, 346, 1751, 1756, 1762.
- <sup>130</sup> *Ibid.*, col. 323, 338, 344, 1756, 1768 et 1770.
- <sup>131</sup> *Hansard's Parliamentary Debates*, 3<sup>rd</sup> series, 1880, February 23<sup>rd</sup>, col. 1242 et 1247.
- <sup>132</sup> *Ibid.*, col. 1247.
- <sup>133</sup> *Ibid.*, col. 1248.
- <sup>134</sup> Brown, *précité* note 93 aux pages 23-37.
- <sup>135</sup> *Hansard's Parliamentary Debates*, 3<sup>rd</sup> series, April 12-16 1883, col. 112-113, 121, 138-142.
- <sup>136</sup> *Ibid.*, col. 113 et 121.
- <sup>137</sup> *Ibid.*, col. 138.
- <sup>138</sup> *British Parliamentary Papers*, 1883, 26, n<sup>o</sup> 225.
- <sup>139</sup> *Bills of Exchange Act*, 1882, 45-46 Vict., c. 61.
- <sup>140</sup> *Partnership Act*, 1890, 53-54 Vict., c. 39.
- <sup>141</sup> *Sale of Goods Act*, 1893, 56-57 Vict., c. 71.

- <sup>142</sup> *Bank of England v. Vagliano Brothers*, précité note 69 aux pages 107, 120 (Lord Halsbury), 129-130 (Lord Selborne), 134 (Lord Watson), 144-145 (Lord Hershell), 160-161 (Lord MacNaghton), 161-162 (Lord Morris).
- <sup>143</sup> *Manchester* précité note 63 aux pages 327-347.
- <sup>144</sup> *Shaw v. Director of Public Prosecutions*, [1962] A.C. 220.
- <sup>145</sup> *Kneller Publishing (Publishing, Printing and Promotions) Ltd. v. Director of Public Prosecutions*, [1973] A.C. 435.
- <sup>146</sup> *Director of Public Prosecutions v. Whithers*, [1975] A.C. 842.
- <sup>147</sup> *Ilbert* précité note 64 aux pages 122 et s.
- <sup>148</sup> Andrew Ashworth, « Editorial », [1990] Crim. L.R. 141; Andrew Ashworth, « Legislating the Criminal Code » [1992] Crim.L.R. 393; Francis Bennion, « (2) The Technique of Codification », [1986] Crim. L.R. 295; David Cowley, « Comment, Codification of the Criminal Law », (1990) 54 J.C.L. 98; Brian Hogan, « Some Reservations on Law Reform », dans Patrick Fitzgerald (éd.), *Crime, Justice & Codification*, (Toronto: Carswell, 1986), à la page 65; A.T.H. Smith, « Codification of the Criminal Law (1) The case for a Code », [1986] Crim. L.R. 396.
- <sup>149</sup> George P. Fletcher, « Truth in Codification », (1998) 31 U.C. Davis L. Rev. 765; James Gordley, « Codification and Legal Scholarship », 31 U.C. Davis L.Rev. 735.
- <sup>150</sup> Celia Wells, « Restatement or Reform », [1986] Crim. L.R. 314.
- <sup>151</sup> 1774 (R.-U.), c. 83, art. 8 et 10.
- <sup>152</sup> Michel Morin, « La perception de l'ancien droit et du nouveau droit français au Bas-Canada, 1774-1866 », dans Patrick Glenn (dir.), *Droit québécois et droit français: communanté, autonome, concordance*, (Cowansville: Les Éditions Yvon Blais Ltée, 1993), à la page 24.
- <sup>153</sup> Sylvio Normand, « La codification de 1866: contexte et impact » dans Glenn, (dir.) précité note 153 à la page 43; Brian Young, *The Politics of Codification, The Lower Canadian Civil Code of 1866*, (Montréal: McGill-Queen's University Press, 1994).
- <sup>154</sup> John E.C. Brierley, « Quebec's Civil Law Codification: Viewed and Reviewed », (1968) 14 McGill L.J. 521; Murray Greenwood, « Lower Canada (Quebec): Transformation of Civil Law, from Higher Morality to Autonomous Will, 1774-1866 », (1995) 23 Man. L. J. 132; Evelyn Kolish, *Nationalismes et Conflits de Droits: Le débat du droit privé au Québec, 1760-1840*, (Ville Lasalle: Hurtubise HMH Itée, 1994); Morin précité note 152 à la page 1; Normand précité note 153.
- <sup>155</sup> Jean-Maurice Brisson, *La formation d'un droit mixte: l'évolution de la procédure civile de 1774 à 1867*, (Montréal: Éditions Thémis, 1986).
- <sup>156</sup> Kolish précité note 154 à la page 138; « Revision and Printing of the Laws », *Montreal Gazette*, February 12<sup>th</sup>, 1831.
- <sup>157</sup> « Correspondance », *Le Canadien*, 6 juin 1832.
- <sup>158</sup> 1840 (R.-U.), c. 35.



- <sup>159</sup> Pierre Issalys, « La rédaction législative et la réception de la technique française », dans Patrick Glenn, (dir.) *précité* note 152 à la page 119.
- <sup>160</sup> Morin *précité* note 152 à la page 9.
- <sup>161</sup> *Acte pour pourvoir à la codification des lois du Bas-Canada qui se rapportent aux matières civiles et à la procédure*, S.P.C. 1857, c. 43, art. 7.
- <sup>162</sup> T.W. Ritchie, *Codifications of the Laws of Lower Canada, Some remarks on the Title "of Obligations"*, as reported by Commissioners, (Montréal: John Lovell, 1863), à la page 4.
- <sup>163</sup> *Septième Rapport. Code civil du Bas Canada, Sixième et Septième rapports et Rapport supplémentaire*, (Québec: Desbarats, 1865), aux pages 262-264.
- <sup>164</sup> Morin, *précité* note 152 aux pages 13-14.
- <sup>165</sup> John E.C. Brierley et Roderick A. Macdonald (dir.), *Quebec Civil Law - An Introduction to Quebec Private Law*, (Toronto: Emond Montgomery Publications, 1993), n<sup>os</sup> 32, 51-53 et 61-63, aux pages 34, 54-59 et 67-73; Sylvie Parent, *La doctrine et l'interprétation du Code civil*, (Montréal: Thémis, 1997).
- <sup>166</sup> *Compagnie immobilière Viger c. Lauréat Giguère*, [1977] 2 R.C.S. 67.
- <sup>167</sup> *Banque Nationale du Canada c. Soucisse*, [1981] 2 R.C.S. 339; *Banque de Montréal et Gilles Tremblay c. Hydro Québec bail Itée*, [1992] 2 R.C.S. 554.
- <sup>168</sup> *Banque Nationale du Canada c. Houle*, [1990] 3 R.C.S. 122.
- <sup>169</sup> *Code civil du Québec*, L.Q. 1991, c. 64, art. 6, 7, 1375, 1493-1496.
- <sup>170</sup> *Lapierre c. Procureur Général du Québec*, [1985] 1 R.C.S. 241.
- <sup>171</sup> *Lebrun c. Rodier*, [1978] C.A. 380, 381.
- <sup>172</sup> John E. C. Brierley, « The Renewal of Quebec's Distinct Legal Culture: The New *Civil Code of Quebec* » (1992) 42 U.T.L.J. 484; Brierley and Macdonald, *précité* note 165 n<sup>os</sup> 70-83, aux pages 82-97; Louise Langevin et Denise Pratte, « Du *Code civil du Bas-Canada* au nouveau *Code civil du Québec*: l'influence de la codification française », dans Patrick Glenn, *précité* note 152 at page 63; Jean Pineau, « La philosophie générale du nouveau *Code civil du Québec* », (1992) 71 R. du B. can. 423.
- <sup>173</sup> Murray Greenwood et Barry Wright, *Canadian State Trials, Law, Politics and Security Measures, 1608-1837*, (Toronto: University of Toronto Press, 1996), aux pages 13-14; Michel Morin, *L'Usurpation de la souveraineté autochtone*, (Montréal: Boréal, 1997), c. V.
- <sup>174</sup> P.G. McHugh, « The Common-Law Status of Colonies and Aboriginal Rights: How Lawyers and Historians Treat the Past », (1998) 61 Sask L.R. 393.
- <sup>175</sup> Sydney Harring, *White Man's Law: Native People in Nineteenth Century Canadian Jurisprudence*, (Toronto: University of Toronto Press, 1998); Morin, *précité* note 173, c. VIII; Russel Smandych et Rick Linden, « Co-existing Forms of Aboriginal and Private Justice: An Historical Study of the Canadian West », dans K. Hazelhurst (éd.) *Legal Pluralism and the Colonial Legacy: Indigenous*

*Experiences of Justice in Canada, Australia and New Zealand*, (Aldershot: Avebury, 1995), à la page 1; voir également Smandych et Linden, « Administering Justice Without the State: A Study of the Private Justice System of the Hudson's Bay Company to 1800 », (1996) 11 R.C.D.S. 21.

- <sup>176</sup> Hamar Foster, « The Queen's Law is Better Than Yours': International Homicide in Early British Columbia », dans Jim Phillips, Tina Loo et Susan Lewthwaite (éd.), *Essays in the History of Canadian Law, vol. 5 Crime and Criminal Justice*, (Toronto: Osgoode Society, 1994), à la page 1.; Tina Loo, « The Road from Bute Inlet: Crime and Colonial Identity in British Columbia » dans Phillips, Loo et Lewthwaite, précité ; à la page 112.
- <sup>177</sup> Greenwood et Wright, précité note 173 à la page 12; Michel Morin, « Les changements de régimes juridiques consécutifs à la Conquête de 1760 », (1997) 57 R. du B. 689 aux pages 692-693.
- <sup>178</sup> Thomas Garden Barnes, « The Daily Cry for Justice! : The Juridical Failure of the Annapolis Royal Regime, 1713-1749 », dans Phillip Girard et Jim Phillips (éd.) *Essays in the History of Canadian Law, vol. III: Nova Scotia*, (Toronto: Osgoode Society, 1990), aux pages 15, 18-19, 27-28.
- <sup>179</sup> Barry Cahill, « How Far English Laws are in Force Here: Nova Scotia's First Century on Reception Law Jurisprudence », (1993) U.N.B. L.J. 113; Samuel Robinson Clark et Henry Pigott Sheppard, *A Treatise on the Criminal Law of Canada*, 2<sup>nd</sup> ed., (Toronto: Hart & Co., 1882), aux pages 1-10; Greenwood et Wright, précité note 173 aux pages 14-22; Jim Phillips, « Securing Obedience to Necessary Laws: The Criminal Law in Eighteenth Century Nova Scotia » (1992) *Nova Scotia Historical Review* 87; Jacques Vanderlinden, « La Réception des systèmes juridiques européens au Canada », (1996) 1 R.C.L.F. 1.
- <sup>180</sup> Brown, précité note 93, c. II.
- <sup>181</sup> Douglas Hay, « Civilians Tried in Military Courts, 1764-1774 », dans Greenwood et Wright, précité note 173 à la page 114.
- <sup>182</sup> Greenwood et Wright, précité note 173 aux pages 13 et 20; André Morel « La réception du droit criminel anglais au Québec (1760-1892) », 13 R.J.T. 449, aux pages 455-456, 463-464 et 507-508; mais voir Jean-Marie Fecteau, *Un nouvel ordre des choses: la pauvreté, le crime, l'État au Québec, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à 1840*, (Montréal VLB éditeur, 1987), aux pages 90-95.
- <sup>183</sup> Adam Shortt et Arthur G. Doughty, *Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759-1899*, (Toronto: Osgoode Society, 1986), à la page 435.
- <sup>184</sup> *Ibid.*, à la page 436.
- <sup>185</sup> Morel, précité note 182 aux pages 466-467.
- <sup>186</sup> *R. c. Vaughan*, 4 Burr. 2495, 2500, 98 E.R. 310, 308.
- <sup>187</sup> Shortt et Doughty, précité note 183 aux pages 421-422.
- <sup>188</sup> *Ibid.*, à la page 424.
- <sup>189</sup> *Ibid.*, aux pages 235 et 329.

- <sup>190</sup> Charles Clark, *A Summary of Colonial Law*, (London: Sweet, Maxwell & Stevens, 1834), aux pages 23-24.
- <sup>191</sup> Morel *précité* note 182 aux pages 469-470; J.L.J. Edwards, « The Advent of English (not French) Criminal Law and Procedure into Canada - A Close Call in 1774 », (1983-84) 26 *Crim. L.Q.* 464.
- <sup>192</sup> Shortt et Doughty *précité* note 183, à la page 227.
- <sup>193</sup> [François Masères?], *A Plan for Settling the Laws and the Administration of Justice in the Province of Quebec*, (1857) 1 *L.C.J.*, p. 25 (pagination indépendante), aux pages 27 et 33; Shortt et Doughty *précité* note 183 aux pages 341 et 524-525.
- <sup>194</sup> Jean-Marie Carbasse, *Introduction historique au droit pénal*, (Paris: PUF, 1990), n<sup>o</sup> 186, à la page 309.
- <sup>195</sup> Murray Greenwood, *Legacies of Fear, Law and Politics in Quebec in the Era of the French Revolution*, (Toronto: University of Toronto Press, 1993), aux pages 164-166.
- <sup>196</sup> André Lachance, *La Justice criminelle du roi au Canada au XVIII<sup>e</sup> siècle*, (Québec: PUL, 1978), aux pages 84 et 130.
- <sup>197</sup> Morel, *précité* note 182.
- <sup>198</sup> Sur l'utilisation de cette prérogative en Nouvelle-Écosse, voir Jim Phillips, « The Operation of the Royal Pardon in Nova Scotia, 1749-1815 », 42 *U.T.L.J.* 401.
- <sup>199</sup> Douglas Hay, « The Meanings of the Criminal Law in Quebec, 1764-1774 » dans Louis A. Knalpa (éd.) *Crime and Criminal Justice in Canada*, (Waterloo: Waterloo University Press, 1981), à la page 77.
- <sup>200</sup> Morel *précité* note 182 aux pages 489-499 et 507-508.
- <sup>201</sup> Traduction de Shortt et Doughty, *précité* note 183 à la page 544.
- <sup>202</sup> *Acte de Québec*, art. 15.
- <sup>203</sup> *Ex parte Rousse*, [1834] *Stuart's Reports* 321; Morel *précité* note 182 à la page 472.
- <sup>204</sup> Jacques Crémazie, *Les lois criminelles anglaises, traduites et compilées de Blackstone, Chitty, Russell et autres criminalistes anglais, et telles que suivies au Canada: arrangées suivant les dispositions introduites dans le code criminel de cette province par les statuts provinciaux 4 et 5 Victoria, c. 24-27. Comprenant aussi un précis des statuts pénaux de la ci-devant Province du Bas-Canada*, (Québec: Fréchette & Cie., 1842), aux pages 20 note c), 61, note b) et 265, note b).
- <sup>205</sup> Douglas Hay et Jean-Marie Fecteau, « Government by Will and Pleasure Instead of Law. Military Justice and the Legal System in Quebec, 1775-1783 », dans Greenwood et Wright, *précité* note 173 à la page 129.
- <sup>206</sup> *Ordonnance Pour la sureté de la Liberté du Sujet dans la Province de Québec, et pour empêcher les Emprisonnemens hors de cette Province*, 24 *Geo. III*, c. 3, Arthur G. Doughty, *Rapport*

- concernant les travaux des Archives publiques pour les années 1914 et 1915, (Ottawa: J. de L. Taché, Imprimeur du Roi, 1917), app. C, à la page 142.
- <sup>207</sup> Crémazie, précité note 204 aux pages 281-318.
- <sup>208</sup> Claude Désaulniers « La peine de mort dans la législation criminelle de 1760 à 1892 », (1977) R.G.D. 141.
- <sup>209</sup> Fecteau, précité note 182; Morel, précité note 182 aux pages 478-479.
- <sup>210</sup> « [A]ll Proceedings [...] which concern Law and the Administration of Justice »; *An Act that all Proceedings in Courts of Justice within that Part of Great Britain called England, and in the Court of Exchequer in Scotland, shall be in the English Language*, 4 Geo. II, 1732 (R.-U.), c. 26.
- <sup>211</sup> Morel, précité note 182 à la page 536.
- <sup>212</sup> Jean-Pierre Wallot, *Un Québec qui bougeait*, (Montréal: Boréal Express, 1973), à la page 299, note 47.
- <sup>213</sup> Joseph-François Perrault (éd.), *Le juge à Paix et officier de Paroisse, extrait de Richard Burn, traduit par Jos.-F. Perrault*, (Montréal: Fleury Mesplet, 1789); Perrault, *Questions et réponses sur le droit criminel au Bas-Canada*, (Quebec: C. Lefrançois, 1814).
- <sup>214</sup> Crémazie, précité note 204.
- <sup>215</sup> Perrault (1789), précité note 213 à la page 525.
- <sup>216</sup> Crémazie, précité note 204 à la page 427; Nicholas Kasirer, « The Annotated Criminal Code en version québécoise: Signs of Territoriality in Canadian Criminal Law », (1990) 13 Dal L.J. 520, aux pages 555-557; André Morel, « La langue et l'acculturation juridique au Québec depuis 1760 », (1990) 24 R.J.T. 99.
- <sup>217</sup> Morel, précité note 182 aux pages 509-514.
- <sup>218</sup> *An Act for the further introduction of the Criminal Law of England in this Province, and for the more effectual punishment of certain offenders*, 40 Geo. III, S.H.C. 1800, c. 1.
- <sup>219</sup> Brown précité aux pages 70-92.
- <sup>220</sup> *Ibid.*, aux pages 92-93.
- <sup>221</sup> Raymonde Crête, Sylvio Normand et Thomas Copeland, « Law Reporting in Nineteenth Century Quebec » (1995) 16 Legal History 147.
- <sup>222</sup> *Ex parte Rousse*, précité note 203.
- <sup>223</sup> *Re Fisher*, [1834] Stuart's Report 245.
- <sup>224</sup> *R. c. Bérubé*, (1852) 3 D.T.B.C. 212 (B.R.).
- <sup>225</sup> *Acte pour établir une meilleure Cour d'Appel dans le Bas-Canada*, S.P.C. 1843, 7 Vict., c. 18.
- <sup>226</sup> *R. c. Duval*, (1864) 14 D.T.B.C. 52 (B.R.).

- <sup>227</sup> *Ex parte Ledoux*, (1858) 8 D.T.B.C. 255 (C.S.).
- <sup>228</sup> *Acte pour amender les actes de judicature du Bas Canada*, S.P.C. 1857, c. 44, art. 22 et 23.
- <sup>229</sup> *R. c. Barbeau*, (1851) 1 D.T.B.C. 320 (B.R.), 321 (j. Duval); *R. c. Duval*, précité note 226, 54 (B.R.), 64-70 (j. Mondelet, diss.).
- <sup>230</sup> Loi, précité note 210; Morel, précité note 182 à la page 536.
- <sup>231</sup> *Acte pour établir une cour ayant juridiction en appel et en matière criminelle dans le Bas-Canada*, S.P.C. 1849, 12 Vict., c. 37, art. 14, 23 et 28.
- <sup>232</sup> *R. c. Chouinard*, (1878) 4 Q.L.R. 220 (B.R., 1874).
- <sup>233</sup> *Ex parte Taschemacher*, (1874) 6 R.L. 328 (C.S.).
- <sup>234</sup> *R. v. Morrison et Pagnuelo*, (1871) 3 R.L. 525 (B.R.).
- <sup>235</sup> *R. v. Deery*, (1882) 26 L.C.J. 129 (B.R., 1874).
- <sup>236</sup> Morel, précité note 182 aux pages 529-532; Kasirer, précité note 216.
- <sup>237</sup> *R. c. Barbeau*, précité note 229.
- <sup>238</sup> Henri-Elzéar Taschereau, *The Criminal Law Consolidation and Amendment Acts of 1869, 32-33 Vict. For the Dominion of Canada, as Amended and in force on the 1<sup>st</sup> Day of November, 1874, in the Provinces Ontario, Quebec, Nova Scotia, New Brunswick, Manitoba and on the 1<sup>st</sup> Day of January, 1875, in British Columbia, with Notes, Commentaries, Precedents of Indictments, etc., etc.* (Montréal: Lovell, 1874); *Ibid.*, (Toronto: Hunter & Rose, 1875); Henri-Elzéar Taschereau, *The Criminal Statute Law of the Dominion of Canada, relating to Indictable Offences, with Full Text as Revised in 1886, and put into Force by Royal Proclamation on the 1<sup>st</sup> Day of March, 1887, and Cases, Notes, Commentaries, Forms, etc., etc.*, (Toronto: Carswell, 1888).
- <sup>239</sup> *Brisebois c. La Reine*, (1888) 15 R.C.S. 421, 434-438; *In re Sproule*, (1886) 12 R.C.S. 140, 213-226; *Morin c. La Reine*, (1890) 18 R.C.S. 407, 430-443; mais voir *Preeper c. La Reine*, (1888) 15 R.C.S. 401, 411-412, en anglais.
- <sup>240</sup> Michel Morin, précité note 152 à la page 1.
- <sup>241</sup> *Duval c. La Reine*, précité note 226, 52 (B.R.), 65; *R. c. Daoust*, (1867) 10 L.C.J. 221 (B.R.), 222 (B.R.); *Ramsay c. La Reine*, (1867) 11 L.C.J. 158 (B.R.), 159.
- <sup>242</sup> *Ex parte Blossom*, (1867) 10 L.C.J. 46 (B.R.), 52.
- <sup>243</sup> *R. c. Daoust*, précité note 241 aux pages 223 (j. Meredith), 224-225 (j. Drummond); *R. c. Roy*, (1866) 11 L.C.J. 89 (B.R.), 92 (j. Drummond); *R. c. Scott*, (1877) 21 L.C.J. 225 (B.R.), 229-230 (j. Ramsay).
- <sup>244</sup> *R. c. Feore*, (1877) 3 Q.L.R. 219 (B.R.), 229.
- <sup>245</sup> *R. c. Fraser*, (1870) 14 L.C.J. 245 (B.R.), 251 (j. Monk et Drummond, diss.); *R. c. Abrahams*, (1880) 24 L.C.J. 325 (B.R.), 340 (j. Ramsay); voir également *R. c. Leboeuf*, (1866) 9 L.C.J. 197

- (B.R.), 198 (j. Meredith); *R. c. Vonhoff*, (1867) 10 L.C.J. 292 (B.R.), 294 (j. Drummond); *R. c. Lacombe*, (1869) 13 L.C.J. 259 (B.R.).
- <sup>246</sup> *R. c. Scott*, précité note 243 à la page 229.
- <sup>247</sup> *Ex parte Blossom*, précité note 242 aux pages, 70-71 (j. Meredith).
- <sup>248</sup> *Notman c. La Reine*, (1869) 13 L.C.J. 255 (B.R.), 257 (j. Badley).
- <sup>249</sup> *R. c. Deery*, précité note 235, 133 (le juge en chef) et 135 (j. Taschereau).
- <sup>250</sup> *Notman c. La Reine*, précité note 248 aux pages 258 (j. Badgley); *R. c. Scott*, précité note 243 aux pages 228 (le juge en chef Dorion, diss.) et 228-229 (j. Sanborn, diss.); *In re Eno*, (1884) 10 Q.L.R. 194 (C.S.P.), 219 (j. Caron).
- <sup>251</sup> *Scott c. La Reine*, (1878) 2 S.C.R. 349; *Abrahams c. La Reine*, (1881) 6 S.C.R. 10; *Brisebois c. La Reine*, (1888) 15 S.C.R. 421, 440 (j. Taschereau) et 442 (j. Gwynne), à propos de *R. c. Feore*, précité note 244 à la page 219; *Morin c. La Reine*, précité note 239 à la page 407, à propos de *R. c. Lacombe*, (1869) 13 L.C.J. 259 (B.R.).
- <sup>252</sup> *Morin c. La Reine*, précité note 239 aux pages 407, 427-428 (j. Strong) et 436 (j. Fournier).
- <sup>253</sup> *Laliberté c. La Reine*, (1878) 1 R.C.S. 117, 130-131 (le juge en chef Richards).
- <sup>254</sup> *Morin c. La Reine*, précité note 239 aux pages 407, 447 (j. Taschereau), 456-458 (j. Gwynne) et 471 (j. Patterson).
- <sup>255</sup> *In re Eno*, précité note 250 aux pages 210 (j. Caron); *R. c. Leblanc* (1885) 8 L.N. 114 (B.R.), 114 (j. Ramsay).
- <sup>256</sup> *R. c. Abrahams*, (1880), précité note 245 à la page 341 (j. Ramsay); *R. c. Leblanc* (1885) 8 L.N. 114 (B.R.), 114 (j. Ramsay); *In re Sproule*, précité note 239 à la page 245 (j. Taschereau); *John c. La Reine*, (1888) 15 R.C.S. 384, 387 (j. Strong).
- <sup>257</sup> *R. c. Coote*, (1871) L.R. 4 P.C. 599, 605.
- <sup>258</sup> *R. c. Creamer*, (1860) 10 D.T.B.C. 404 (B.R.), 406 (le juge en chef Duval), 407 (j. Aylwin) et 407-408 (j. Meredith); *erratum*, p. 450.
- <sup>259</sup> *Ramsay c. La Reine*, (1867) 11 L.C.J. 158 (B.R.), 163-164 (j. Badgley); *R. c. Roy*, (1867) 11 L.C.J. 89 (B.R.), 93 (j. Drummond); *R. c. Deery*, précité note 235 à la page 133 (le juge en chef Dorion, diss.); *Preeper c. La Reine*, précité note 239 aux pages 401, 411 (j. Strong) et 418-419 (j. Gwynne); *Morin c. The Queen* précité note 239 aux pages 407, 442 (j. Fournier).
- <sup>260</sup> *R. c. Wyllie*, (1880) 3 L.N. 139 (B.R.), 140 (j. Dunkin); *In re Sproule*, précité note 239 aux pages 198 (le juge en chef Ritchie) et 247 (j. Taschereau).
- <sup>261</sup> *Notman c. La Reine*, précité note 248 à la page 259.
- <sup>262</sup> *R. c. Leboeuf*, (1866) 9 L.C.J. 245 (B.R.), 247.

- <sup>263</sup> *R. c. Bruce*, (1860) 10 L.C.J. 117 (B.R.), 120; *In re Sproule*, précité note 239 aux pages 140, 242 (j. Taschereau).
- <sup>264</sup> *Kelly c. La Reine*, (1883) 3 D.C.A. 49 (B.R.), 50-51 (le juge en chef Dorion).
- <sup>265</sup> *R. c. Lemieux*, (1879) 5 Q.L.R. 261 (C.S.), 262 (j. Routhier).
- <sup>266</sup> *Corporation of the City of Montreal c. Doolan*, (1874) 18 L.C.J. 124 (B.R., 1874), 124-126 (j. Badgley), 126-127 (le juge en chef), 127 (j. Caron), 127-128 (j. Drummond) et 128 (j. Monk).
- <sup>267</sup> *Ex parte Williams*, (1875) 19 L.C.J. 120 (S.C.); *R. c. Lynch*, (1875) 7 R.L. 553 (B.R.); *R. c. Bissonette*, (1879) 23 L.C.J. 249 (B.R.); *R. c. Berthe*, (1880) 3 L.N. 266 (B.R.); *Kelly c. La Reine*, précité note 264.
- <sup>268</sup> *R. c. Maher*, (1884) 7 L.N. 82 (B.R.), 83 (j. Ramsay); d'autres privilégient la version anglaise si elle s'avère plus favorable à l'accusé : *Brossoit c. Turcotte*, (1877) 20 L.C.J. 141 (B.R.), 143 (le juge en chef Dorion); voir également *Ex parte Thompson*, (1863) 7 L.C.J. 10 (C.S.) (j. Smith).
- <sup>269</sup> *R. c. Doonan*, (1890) 6 M.L.R.Q.B. 186.
- <sup>270</sup> *R. c. Smith*, (1879) 2 L.N. 223 (B.R.), 223-224.
- <sup>271</sup> *R. c. Scott*, (1884) 4 D.C.A. 50 (B.R.); *contra*: *R. c. Maher*, précité note 268.
- <sup>272</sup> *R. c. Daoust*, précité note 241.
- <sup>273</sup> *Laliberté c. La Reine*, précité note 253 aux pages 117 et 136.
- <sup>274</sup> *R. c. Feore*, précité note 244; *R. c. Bain*, (1879) 23 L.C.J. 327 (B.R., 1877).
- <sup>275</sup> *Taschereau 1875*, précité note 237, à la page 375.
- <sup>276</sup> *Ibid.*, à la page 361.
- <sup>277</sup> *Morin c. La Reine*, précité note 239.
- <sup>278</sup> *Brisebois c. La Reine* précité note 239.
- <sup>279</sup> *Morin c. La Reine*, précité note 239.
- <sup>280</sup> S.C. 1892, c. 29, art. 743.
- <sup>281</sup> *Jacobs c. La Reine*, (1889) 16 R.C.S. 433.
- <sup>282</sup> *Laliberté c. La Reine*, précité note 253 aux pages 117, 131 (le juge en chef Richards), 139 (j. Ritchie), 141 (j. Strong).
- <sup>283</sup> *Morel*, précité note 182 à la page 518.
- <sup>284</sup> *Shortt et Doughty*, précité note 182 aux pages 426-427 et 521, note 1); cet usage se répand au Québec (voir le titre de l'ouvrage de Crémazie, précité note 204); *Perrault 1814* précité note 213 à la page 365; Jacques Vanderlinden, *Le concept de code en Europe occidentale du XIII<sup>e</sup> au*

- XIX<sup>e</sup> siècle*, Essai de définition, (Bruxelles: Éditions de l'Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1967).
- <sup>285</sup> Anonyme, « De la codification des lois du Canada », (1845-46 1 *R. de L. et de J.* 337, 340).
- <sup>286</sup> Elisabeth Gibbs (éd.) *Debates of the Legislative Assembly of United Canada*, (Montréal: Centre de recherche en histoire économique du Canada français, 1970), vol. IX, partie II, aux pages 1139-1141.
- <sup>287</sup> *Journaux de l'Assemblée législative de la Province du Canada*, 1851, vol. 10, Ottawa, Imprimés par ordre de l'Assemblée législative, aux pages 127, 249 et 344.
- <sup>288</sup> Brown, *précité* note 93 à la page 88.
- <sup>289</sup> Maximilien Bibaud, « Revue critique du Code Badgley », *La Minerve*, 30 mai 1851.
- <sup>290</sup> *Ibid.*, 5 juin.
- <sup>291</sup> *Ibid.*, 18 juin.
- <sup>292</sup> *Ibid.*, 23 juin.
- <sup>293</sup> *Ibid.*, 5 juillet.
- <sup>294</sup> *Ibid.*, 23 juin, 1<sup>er</sup> juillet.
- <sup>295</sup> *Ibid.*, 2 juin.
- <sup>296</sup> *Ibid.*, 5 juillet.
- <sup>297</sup> *Ibid.*, 5 juillet.
- <sup>298</sup> Kadish, *précité* note 105 aux pages 1099 et s.
- <sup>299</sup> Charles M. Cook, *The American Codification Movement, A Study of Antebellum Legal Reform*, (Westport : Greenwood Press, 1981) ; Shael Herman, « The Fate and Future of Codification in America », (1996) *Am.J.Leg.His.* 407.
- <sup>300</sup> Normand, *précité* note 153 à la page 58.
- <sup>301</sup> Cook *précité* note 299 aux pages 189-198.
- <sup>302</sup> Seton. W. Gordon, « Codification of the Law », (1883) 3 *C.L.T.* 139, à la page 141; Anonyme, « Codification », (1887) 10 *L.N.* 225, 228.
- <sup>303</sup> Joanie Schwartz, « *The Criminal Code and the English Media in 19<sup>th</sup> Century Canada* », mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 1993.
- <sup>304</sup> Anonyme, « Codification of the Law of New York », (1858) 4 *U.C.L.J.* 125.
- <sup>305</sup> Anonyme, « Consolidation and Codification », (1858) 4 *U.C.L.J.* 147.
- <sup>306</sup> Anonyme, « Consolidation of the Statutes », (1859) 5 *U.C.L.J.* 73, à la page 74.



- <sup>307</sup> Anonyme, « The Statute Law. – Consolidation » (1859) 5 *U.C.L.J.* 6; Anonyme, « The Consolidated Statutes » (1859) 5 *U.C.L.J.* 123.
- <sup>308</sup> Anonyme, « Consolidation and Codification », (1859) 5 *U.C.L.J.* 56, à la page 57.
- <sup>309</sup> Anonyme, « Codification and Consolidation », (1860) 6 *U.C.L.J.* 220.
- <sup>310</sup> Desmond H. Brown (éd.), *The Birth of the Canadian Criminal Code, The Evolution of Canada's Justice System*, (Toronto: University of Toronto Press, 1995) à la page 27.
- <sup>311</sup> Graham Parker, « The Origins of the Canadian Criminal Code », dans David H. Flaherty (éd.), *Essays in the History of Canadian Law*, (Toronto: Osgoode Society, 1986), à la page 249; Kasirer, *précité* note 216.
- <sup>312</sup> Raoul Dandurand et Charles Lanctôt, *Traité théorique et pratique de droit criminel*, (Montréal: Périard, 1890).
- <sup>313</sup> Schwartz, *précité* note 303.
- <sup>314</sup> Thomas Jean-Jacques Loranger, « De la codification des lois criminelles », (1879) 1 *La Thémis* 269, à la page 273.
- <sup>315</sup> *Ibid.*, à la page 274; Nicholas Kasirer, « Canada's Criminal Law Codification Viewed and Reviewed » (1990) 35 *McGill L.J.* 841.
- <sup>316</sup> Anonyme, « Codes », (1880) 3 *L.N.* 113.
- <sup>317</sup> Anonyme, « Codification », (1882) 5 *L.N.* 353.
- <sup>318</sup> Anonyme, « Codes », (1880) 3 *L.N.* 169; GORDON, p. 142 - 143; Anonyme, « A Naive Expedient », (1884) 7 *L.N.* 33; Anonyme, « Codification », (1886) 12 *C.L.T.* 133; Anonyme, s.t., (1890) 13 *L.N.* 9.
- <sup>319</sup> Douglas Armour, « Editorial Reiview, Codification » (1887) 7 *C.L.T.* 219.
- <sup>320</sup> *Ibid.*, à la page 221; Gordon, *précité* note 302 aux pages 141-142.
- <sup>321</sup> [Douglas Armour], « The Consolidation of the Statutes » (1884) 4 *C.L.T.* 432.
- <sup>322</sup> Anonyme, s.t., (1890) 26 *C.L.J.* 577.
- <sup>323</sup> Anonyme, « Codification », (1886) 22 *C.L.J.* 133; Armour, *précité* note 321 aux pages 432-433; Gordon, *précité* note 302 à la page 143.
- <sup>324</sup> Anonyme, s.t., (1890) 13 *L.N.* 9.
- <sup>325</sup> Anonyme, « The Criminal Code », (1893) 29 *C.L.J.* 94, 95; voir également anonyme, « The Canadian Criminal Code », (1892) 15 *L.N.* 333.
- <sup>326</sup> Brown *précité* note 93 p. 120-121.
- <sup>327</sup> *Documents de la session, première session du septième Parlement du Canada, Session 1891*, vol.17, n° 66, à la page 41.

- <sup>328</sup> *Archives nationales du Canada, RG 13*, vol. 2273-2274; Brown *précité* 310, aux pages 68-255.
- <sup>329</sup> *Ibid.*, vol. 2273 (s.p.), L.P. Archambault à J.D. Thompson, 4 avril 1892; « this work was long required and your bill will supply a great want in this country »: vol. 2274 (s.p.), A. Maughe à J.D. Thompson, 4 septembre 1891; « many difficulties which have been brought to my notice in practice have been removed »: vol. 2274 (s.p.), W.E. Rose à J.D. Thompson, 18 mai 1892.
- <sup>330</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 14 et 18.
- <sup>331</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 52, 200-201, 204, 206, 234, 237.
- <sup>332</sup> *Acte concernant la loi criminelle*, S.C. 1892, c. 29, ci-après *Code criminel*, 1892.
- <sup>333</sup> *Code criminel*, 1892, art. 5.
- <sup>334</sup> *Ibid.*, art. 7.
- <sup>335</sup> Brown *précité* note 310 à la page 200.
- <sup>336</sup> Brown *précité* note 310 à la page 451.
- <sup>337</sup> Brown *précité* note 93 aux pages 132-133.
- <sup>338</sup> «Memorandum as to Mr. Justice Taschereau's open letter on the Criminal Code, 3<sup>rd</sup> February 1893, *Archives nationales du Canada, R.G. 13*, vol. 2274, à la page 10.
- <sup>339</sup> *Acte sur la preuve au Canada*, S.C. 1893, c. 31; Desmond H. Brown, « Be Sworn and Give Evidence: The Evolution of the Competent Witness in the Context of the Canada Evidence Act », (1994) 22 *Man. L.J.* 360.
- <sup>340</sup> *Criminal Evidence Bill*, 1898 (Angl.), 61-62 *Vict.*, c. 36; Brown, *précité* note 339 aux pages 363-365.
- <sup>341</sup> Brown *précité* note 310 à la page 274.
- <sup>342</sup> Brown *précité* note 93 à la page 139.
- <sup>343</sup> *Bureaucracy gone mad*; Brown *précité* note 310 à la page 322.
- <sup>344</sup> *Ibid.*, aux pages 318-326 et 398; *Code criminel*, 1982, art. 3 (q).
- <sup>345</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 272-273.
- <sup>346</sup> *Ibid.*, aux pages 379-389.
- <sup>347</sup> *Code criminel*, 1892, art. 664 et 665; sur la situation au Manitoba, voir la lettre du juge Joseph Dubuc, Brown *précité* note 310 à la page 164.
- <sup>348</sup> *Ibid.*, à la page 378.
- <sup>349</sup> *Ibid.*, aux pages 258-262.

- <sup>350</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 288-289.
- <sup>351</sup> *Ibid.*, aux pages 308-317.
- <sup>352</sup> *Boucher c. Le Roi*, [1951] R.C.S. 265.
- <sup>353</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 352-353.
- <sup>354</sup> *Ibid.*, à la page 405.
- <sup>355</sup> *Ibid.*, aux pages 407-408; voir également pages 64 et 67.
- <sup>356</sup> *Ibid.*, à la page 422.
- <sup>357</sup> *Ibid.*, à la page 431.
- <sup>358</sup> *Ibid.*, aux pages 410-413 et 432-434.
- <sup>359</sup> *Ibid.*, aux pages 417, 427, 439, 443, 450, 464.
- <sup>360</sup> *Ibid.*, à la page 464.
- <sup>361</sup> *Ibid.*, aux pages 400 et 465-469; *Code criminel*, 1892, art. 205; R.C. McLeod, « The Shaping of Canadian Criminal Law, 1892 to 1902 » [1978] *Communications Historiques* 72; *Association St-Jean-Baptiste de Montréal c. Brault*, (1901) 30 R.C.S. 598.
- <sup>362</sup> Brown *précité* note 310 aux pages 296-300, 401-403.
- <sup>363</sup> Brown *précité* note 93 aux pages 145 et 224, note 114; Schwartz, *précité* note 303.
- <sup>364</sup> Henri-Elzéar Taschereau, « The Canadian Criminal Code », (1893) 16 L.N. 36.
- <sup>365</sup> *Ibid.*, à la page 38.
- <sup>368</sup> *Ibid.*, à la page 45.
- <sup>367</sup> Brown, *précité* note 310, à la page 250.
- <sup>368</sup> Texte *précité* note 338, à la page 1.
- <sup>369</sup> *Ibid.*, aux pages 3-4 et 9.
- <sup>370</sup> *Ibid.*, à la page 4.
- <sup>371</sup> *Ibid.*, à la page 7.
- <sup>372</sup> *Ibid.*, aux pages 4 et 8.
- <sup>373</sup> *Ibid.*, à la page 15.
- <sup>374</sup> *Ibid.*, à la page 26.
- <sup>375</sup> voir par exemple les affaires portant sur le crime de *champerty* ou de *maintenance*, *Méloche c. Déguire*, (1903) 34 R.C.S. 24; *R. c. Goodman*, [1939] R.C.S. 446; Elizabeth Bennett, « Common

Law Inroads into the Criminal Code» dans Josiah Wood et Richard C. Peck (éd.), *100 years of the Criminal Code in Canada*, (Ottawa: Canadian Bar Association, 1993) aux pages 99-103.

<sup>376</sup> *Frey c. Fedoruk*, [1950] R.C.S. 517.

<sup>377</sup> Art. 8 (3) C.cr., qui reprend l'article 7 du code de 1892.

<sup>378</sup> *R. c. Chaulk*, [1990] 3 R.C.S. 1303.

<sup>379</sup> *R. c. Jobidon* ([1991] 2 R.C.S. 714.

<sup>380</sup> *Ibid.*, aux pages 735-739.

<sup>381</sup> *Ibid.*, aux pages 742-745.

<sup>382</sup> *Ibid.*, aux pages 774-774; Bennett *précité* note 375 aux pages 105-110.

<sup>383</sup> *Banque de Montréal c. NG*, [1989] 2 R.C.S. 429, 442-445; *Tremblay c. Daigle*, [1989] 2 R.C.S. 530, 560.

<sup>384</sup> Voir par exemple *R. c. Salituro*, [1991] 3 R.C.S. 654, 678-679.

<sup>385</sup> *R. c. Jobidon*, [1991] 2 R.C.S. 714, 739, 744-745 et 765.

<sup>386</sup> *R. c. Brodie*, [1936] R.C.S. 188, 199-200; *R. c. Natarelli*, [1967] R.C.S. 539; *R. c. McIntosh*, [1995] 1 R.C.S. 666; *R. c. Gladue*, [1999] 1 R.C.S. 688, par. 31-33 et 39-44.

<sup>387</sup> *United Nurses of Alberta c. Alberta (Procureur général)*, [1992] 1 R.C.S. 901, 930-931.

<sup>388</sup> André Jodouin, « La Charte canadienne et la nouvelle légalité » dans Gérald A. Beaudouin et Errol P. Mendes, *Charte canadienne des droits et libertés*, 3<sup>e</sup> éd, (Montréal: Wilson et Lafleur, 1996) à la page 786.

<sup>389</sup> Sur le rôle du droit international, voir *R. c. Finta*, [1994] 1 R.C.S. 701

<sup>390</sup> *United Nurses of Alberta*, *précité* note 387, à la page 933.

<sup>391</sup> *Ibid.*, aux pages 933-934.

<sup>392</sup> Fernando Acosta, «Récit de voyage à l'intérieur du *Code criminel* de 1892, où entres autres mention est faite des peines auxquelles ses transgresseurs s'exposent», (1995) 28 *Criminologie* 81.

<sup>393</sup> André Cellard et Gérald Pelletier, « Le Code criminel canadien 1892-1927: Étude des acteurs sociaux », (1998) *Canadian Historical Review* 261.

<sup>394</sup> *Ibid.*, aux pages 266 et 301.

<sup>395</sup> Commission de Réforme du Droit du Canada, *Pour une nouvelle codification de la procédure pénale*, Rapport no. 31, (Ottawa: La Commission, 1987); Commission de Réforme du Droit du Canada, *Pour une nouvelle codification de la procédure pénale*, Rapport no. 33, (Ottawa: La Commission, 1991).

- <sup>396</sup> Gilles Létourneau, « Le Code criminel et la faillite du pouvoir législatif canadien », Wood et Peck, *précité* note 375, à la page 67; Allen Linden, « After a Century, Canada Needs a New Criminal Code », dans Wood et Peck, *précité* note 375.
- <sup>397</sup> Stanley A. Cohen, « Law Reform, the Charter and the Future of the Criminal Law », dans Jamie Cameron (éd.) *The Charter's Impact on the Criminal Justice System*, (Scarborough: Carswell, 1996), à la page 345; Gerry Ferguson, « From Jeremy Bentham to Anne McLellan: Lesson on Criminal Law Codification » dans Don Stuart, R.J. Delisle, et Allan Manson (éd.), *Towards a Clear and Just Criminal Law: A Criminal Reports Forum*, (Scarborough: Carswell, 1999); Jodouin, *précité* note 388; Don Stuart, « A Case for A General Part » dans Stuart, Delisle et Manson, à la page 95.
- <sup>398</sup> Commission de Réforme du Droit du Canada, *Problématique d'une codification du droit pénal canadien*, (Ottawa: La Commission, 1976), aux pages 16-22.
- <sup>399</sup> Lucinda Vandervort, « To Codify or Not to Codify the Principles of Criminal Responsibility: A Question of Fundamental Justice and Equality », in Stuart, Delisle et Manson, *précité* note 397, à la page 231; mais voir Christine Boyle, « Commentary », dans Stuart, Delisle et Manson, *précité* note 397, à la page 146.
- <sup>400</sup> Kasirer, *précité* note 315 à la page 871; Dennis R. Klinck, « The Language of Codification », (1989) 14 *Queen's L.J.*, à la page 33.
- <sup>401</sup> *Supra*, partie I. C. 1
- <sup>402</sup> *Supra*, II B. 2
- <sup>403</sup> *Supra*, I. C. 2
- <sup>404</sup> Kasirer, note 315, à la page 871.
- <sup>405</sup> Mais voir Eric Colvin « Criminal Law and the Rule of Law », dans Fitzgerald (éd.) *précité* note 149, aux pages 142-143.
- <sup>406</sup> Klinck, *précité* note 400 aux pages 50-58 ; mais voir également Ronald J. Delisle « Summary of Proceedings: General Philosophies of Criminal Law and Codification », (1989) 14 *Queen's L.J.*, à la page 31
- <sup>407</sup> Commission *précité* note 398; Colvin, *précité* note 405 aux pages 144-145.
- <sup>408</sup> Kadish, *précité* note 105 aux pages 1138-1144; Herbert Weschler, « Revision and Codification of Penal Law in the United States », (1983) 7 *Dal. L.J.* 219.
- <sup>409</sup> *R. c. Popovic*, [1976] 2 *R.C.S.* 308, 314-315.
- <sup>410</sup> *Hansard's Parliamentary Debates*, 3rd series, London, 1879, May 5<sup>th</sup> 1879, col. 1770.

